

Être prudent·e, se plier aux consignes, c'est impératif pour le présent et pour préserver l'avenir...

Mais cela n'empêche pas d'être lucide et de commencer à se poser les bonnes questions...

Il ne s'agit surtout pas de nier l'épidémie et les mesures sanitaires qui doivent être prises, mais de se demander pourquoi nous en sommes arrivés là !

TOU·TE·S ASSIGNÉ·E·S À RÉSIDENCE

Depuis plusieurs jours, la France vit au rythme du **Coronavirus**. Après un hiver marqué par des grèves et des manifestations d'une ampleur inégalée depuis 1968, l'usage - légal mais illégitime - du 49-3 pour imposer la réforme des retraites en première lecture, alors que plus de 6 citoyen·ne·s sur 10 y restaient opposé·e·s, laissait entrevoir un regain de mobilisation. Mais cela semble ne plus avoir aucun sens aujourd'hui, puisque la crise sanitaire occupe tous les esprits et la réforme est momentanément suspendue. Pourtant la situation nous offre une démonstration, grandeur nature, **du danger à remplacer une partie de notre système par répartition par de la capitalisation**, véritablement mise au tapis au lendemain de l'effondrement de toutes les bourses mondiales !

UN CHANGEMENT RADICAL DES MODES DE TRAVAIL

Les dispositions du gouvernement ont eu pour conséquence le développement exponentiel du télétravail. Les conséquences sont prévisibles : une brèche s'est ouverte dans laquelle les employeurs seront tentés de s'engouffrer pour le généraliser. Alors que l'exercice, après seulement 3 jours, montre déjà ses limites, nous serons confrontés aux questions posées par le télétravail de masse. **Quel en sera l'impact sur nos futurs collectifs de travail, et l'équilibre vie privée/vie professionnelle ?** L'existence conjointe et complémentaire d'espaces privatifs que sont nos bureaux, même partagés, et de locaux communs (salles de café...) ne contribue-t-elle pas à l'épanouissement de chacune et chacun dans son travail et à créer l'indispensable lien social ? Chacun le mesure bien d'ailleurs aujourd'hui ! Aurons-nous encore demain un bureau, à l'heure où les espaces de co-working se développent très rapidement ? Les Directions, hier encore pour certaines réticentes au télé-travail, ne seront-elles pas tentées de franchir le pas et d'accélérer la cadence : moins de surface, moins de charges ?

L'impact du télétravail sur nos vies quotidiennes n'est pas anodin. Bien souvent, les télétravailleurs ont « tendance à pratiquer des horaires de travail plus longs et atypiques », comme le souligne une étude de la DARES (direction des statistiques du ministère du travail). C'est le développement de la « zone grise », où l'on ne sait pas trop si l'on travaille ou non. **Le télétravail de masse ne peut donc pas se concevoir sans l'exercice concomitant d'un droit à la déconnexion**, beaucoup plus drastique et moins évanescent qu'aujourd'hui, pour réduire les risques psychosociaux. **Risques potentiellement amplifiés par l'éloignement, l'isolement et l'affaiblissement des relations personnelles...** Et que dire des risques physiques (musculosquelettiques, visuels...) liés à la mauvaise ergonomie du matériel de télétravail ou du bureau à domicile, et très largement négligés ?



UFICT
mines-énergie

Un espace de confiance pour agir

L'IMPACT SUR L'ÉCONOMIE

Les répercussions de la pandémie du COVID 19 et des décisions prises par le gouvernement pour y faire face seront bien plus importantes sur l'économie française et mondiale que celles liées à la crise des subprimes de 2008. Rappelons les déclarations de N. Sarkozy à l'époque, sur la nécessité de réguler les marchés (notamment), et qui avaient rapidement laissé place à l'impérieuse nécessité de « rembourser » les liquidités injectées : des centaines de milliards, pour sauver les banques... et qui ont été payés par celles et ceux qui ne sont pas « les premiers de cordée ».

Outre les déficits budgétaires, l'augmentation des dettes publiques... **Il faudra surtout s'interroger sur la fragilité de notre système économique et repenser les échanges mondiaux.** Les normes sanitaires déficientes et la déforestation massive dans certaines parties du monde sont à l'origine de nouveaux virus animaux transmis aux êtres humains, parfois bénins dans la plupart des cas, comme le COVID 19, parfois plus sévères comme celui du SRAS, parfois de vrais tueurs comme Marburg et Ebola. Mais si les morts se comptent par centaines avec le COVID 19 combien de vies perdues du fait de la misère, de la famine, de la guerre, de la pollution et qui sont passées sous silence. Quel paradoxe de voir en Chine le virus sauver peut-être plus de vies à terme par la diminution de la pollution qu'il n'en aura emportées...

Les flux tendus, la production « à bas coût » social et environnemental dans les pays en développement, le transport avec pour conséquences le rejet de centaines de mégatonnes de CO2 par an dans l'atmosphère, le mépris de la vie humaine... Cela peut-il continuer ? **N'est-il pas temps de mettre fin à l'absurdité de ce système.**

Les Gouvernements feront-ils encore une fois allégeance aux banques. Va-t-on nous demander de faire encore des efforts pour « rembourser », en nous expliquant que les programmes sociaux coûtent chers, que l'on vit au-dessus de nos moyens... que c'est à nous d'écooper et de payer l'addition ?

Ou bien, au vu de l'énormité des sommes en jeu, fera-t-on table rase de toutes ces dettes, « quoi qu'il en coûte », comme cela a été partiellement fait après la seconde guerre mondiale ? C'est la condition sine qua non d'un futur progrès économique, social et environnemental.

MERCI À NOS SERVICES PUBLICS

Même s'il paraît moins sinistré qu'en Italie, notre système de santé publique s'avère en grande difficulté pour endiguer une épidémie qui ne touche pour l'instant qu'une petite partie de la population. Il joue pleinement son rôle et au-delà pallie à la désertification médicale.

Et voilà Emmanuel Macron, trop jeune pour jouer les pères de la Nation, quittant ses habits de « Président des riches », qui redécouvre les vertus du service public, la nécessité de sortir du marché des activités indispensables à la vie, prêt à des ruptures avec le système actuel, expert en paroles généreuses mais hélas encore bien vides concrètement...

Nous ne lui répondons qu'une seule chose : « **Aux actes Président !** ». Sortir certaines activités du marché capitaliste, construire un système de santé publique, concentrer des moyens financiers : notre pays l'a fait au sortir de la seconde guerre mondiale avec notamment la nationalisation de l'électricité et du gaz, la Sécurité Sociale, des politiques de crédit et la nationalisation de banques.

Si nous sommes « en guerre », faisons tout pour sortir par le haut de cette pandémie et éviter les suivantes. Votre rupture, Monsieur le Président, pourrait consister à rebâtir ce que le libéralisme a démolé...



UFICT
mines-énergie

Un espace de confiance pour agir